



Le cleantech est une carte gagnante, mais seulement sans redistribution de fonds publics

En Suisse, le cleantech est un domaine de croissance. À l'instar des études de la Confédération et d'economiesuisse, une analyse réalisée sur mandat du PS Suisse arrive à la même conclusion. Il convient toutefois d'interpréter ses conclusions avec prudence, car les taux de croissance annoncés cachent un subventionnement massif.

Aujourd'hui, le PS Suisse a déposé son initiative cleantech et a présenté, simultanément, une étude qu'il a commandée à l'Université de Lausanne. D'après cette étude, 167 000 emplois pourraient être créés dans le domaine du cleantech. Les auteurs de l'étude tiennent le même discours que le PS, qui promet 100 000 nouveaux emplois grâce à son initiative. Il convient d'interpréter ces chiffres avec prudence : en effet, ces emplois sont créés uniquement parce que des projets non rentables doivent être réalisés grâce à des fonds publics dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Parmi ces projets figurent la suppression du plafond actuel pour la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) ainsi que des subventions dans le domaine du bâtiment. Ces coûts supplémentaires seront financés par de nouvelles taxes, principalement dans le domaine de l'énergie. L'augmentation du prix de l'électricité qui en découle alourdira principalement les charges des entreprises et des ménages. En Allemagne, la suppression du plafond pour les coûts liés à la rétribution du courant injecté a coûté 120 milliards d'euro. En Espagne, chaque emploi dans l'énergie solaire a coûté 650'000 euros. Aujourd'hui, les deux pays font marche arrière – ce qui entraînera des suppressions d'emplois. Des études montrent par ailleurs que, au final, l'effet sur l'emploi est même négatif. Suite à

l'alourdissement des charges des entreprises, le nombre d'emplois supprimés est supérieur à celui des emplois créés. Une étude espagnole arrive à la conclusion que pour un emploi subventionné créé, 2,5 emplois classiques sont supprimés dans le secteur industriel. L'étude du PS Suisse n'examine pas ces effets de redistribution.

economiesuisse dit oui au cleantech, mais demande que la Confédération ne mette pas en place une politique de subventions surdimensionnée et dangereuse pour l'économie dans son ensemble, comme celle demandée par le PS. Le cleantech se développe depuis des années même sans subventions étatiques. Les entreprises qui rencontrent le succès dans le domaine du cleantech ont principalement besoin de bonnes conditions-cadre. La Suisse s'est déjà positionnée comme un leader mondial dans de nombreux domaines et occupe le premier rang dans le classement, établi par l'UNEP (4/2011), des pays qui concilient le mieux la recherche de la prospérité et la protection de l'environnement. Autrement dit, il n'y a pas besoin de mesures de promotion ou d'encouragement particulières, et en tout cas pas de distribution de subventions étatiques supplémentaires.

Pour plus d'informations sur l'étude relative au cleantech réalisée par l'EPFZ sur mandat d'economiesuisse :

- [Dossierpolitique](#)